Écosse : Londres bloque la loi écossaise permettant l'autodétermination du sexe sans diagnostic médical dès 16 ans (Màj : le nouveau Premier ministre Humza Yousaf, contestera le veto britannique)

28/03/2023 à 18h28



14/04/2023

Le gouvernement indépendantiste écossais a annoncé mercredi 12 avril un recours en justice contre la décision du gouvernement britannique de bloquer un projet de loi controversé voté par le Parlement local sur le changement de genre.

[…]

Le Figaro

28/03/2023

Après son élection comme dirigeant du SNP, Humza Yousaf a été formellement élu chef du gouvernement par le Parlement écossais, mardi. Il devra ensuite prêter serment devant la Cour suprême écossaise.

Franceinfo

Le chef nouvellement élu du Parti national écossais, Humza Yousaf, a déclaré que la Grande-Bretagne n'avait pas le droit d'opposer son veto au projet de loi écossais sur la réforme du genre, s'engageant à contester la décision de Londres de bloquer un projet de loi qui facilite le changement de sexe légal.

Le gouvernement britannique a présenté des plans pour bloquer le projet de loi écossais sur la réforme de la reconnaissance du genre (GRR), qui a été adopté par le Parlement écossais.

« Je vois cela (la décision britannique) comme un veto, comme une prise de pouvoir par le gouvernement britannique. Je ne pense pas qu'ils aient le droit d'utiliser cela », a-t-il déclaré dans un discours lundi peu après avoir été nommé chef.

Reuters

15/02/2023

La Première ministre indépendantiste écossaise Nicola Sturgeon, fragilisée par une loi récente facilitant la transition de genre, va annoncer aujourd'hui sa démission après huit ans au pouvoir, indiquent les médias britanniques.

BBC

> *La Première ministre indépendantiste écossaise Nicola Sturgeon, fragilisée par une loi récente facilitant la transition de genre, va annoncer aujourd'hui sa démission après huit ans au pouvoir, indiquent les médias britanniques #AFP pic.twitter.com/6M5Jtm6hXR*
>
> *— Agence France-Presse (@afpfr) February 15, 2023*

23/01/2023

Des pancartes appelant à la décapitation des Terfs – « féministes radicales excluant les transgenres » – ont été déployées lors d'un rassemblement en faveur des droits des transgenres auquel ont participé des politiciens du SNP (Centre-gauche).

Les députés Alison Thewliss, Kirsten Oswald, Stewart McDonald et le député Kaukab Stewart ont été photographiés devant une pancarte qui disait « décapiter les Terfs » à côté d'une image d'une guillotine lors d'une manifestation à Glasgow samedi.

Le rassemblement sur Buchanan Street à Glasgow, auquel ont assisté plusieurs centaines de personnes, visait à protester contre le veto du gouvernement britannique au projet de loi de réforme de la reconnaissance du genre du SNP, qui aurait permis aux gens de changer légalement de sexe.

La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, a condamné les pancartes appelant à « décapiter les terfs » lors d'un rassemblement contre le veto de Westminster au projet de loi écossais sur la réforme du genre, mais s'est plainte que les féministes soient également « offensantes » envers les trans.

Les politiciens ont affirmé qu'ils n'étaient pas au courant

des banderoles et les ont condamnées après que des photos aient émergé sur les médias sociaux.

L'affirmation a été moquée par J.K. Rowling, qui a ironiquement décrit les images comme montrant « *quelques-uns des politiciens écossais merveilleusement progressistes et gentils, posant fièrement devant des banderoles appelant à ce que les femmes soient décapitées et mangées* ».

> *I too beam with delight when having my photograph taken with things of which I am entirely unaware. pic.twitter.com/ANTCSuov5q*
>
> *— J.K. Rowling (@jk_rowling) January 21, 2023*

Telegraph / Telegraph

17/01/2023

La loi facilitant la reconnaissance du changement de genre continue de faire débat, au delà des frontières écossaises. Votée en décembre dernier à Édimbourg par le gouvernement indépendantiste écossais, le gouvernement britannique décide de manière inédite de déclencher un mécanisme pour la bloquer. Une longue bataille judiciaire et politique s'annonce.

Une "attaque frontale contre notre Parlement écossais élu démocratiquement et sa capacité à prendre ses propres décisions", s'insurge sur Twitter la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon. Le gouvernement écossais "défendra cette loi" et "le Parlement écossais", a-t-elle ajouté, dénonçant un "veto de Westminster".

> *This is a full-frontal attack on our democratically elected Scottish Parliament and it's ability to make it's own*

> *decisions on devolved matters. @scotgov will defend the legislation & stand up for Scotland's Parliament. If this Westminster veto succeeds, it will be first of many https://t.co/3WXrjyivvC*
>
> *— Nicola Sturgeon (@NicolaSturgeon) January 16, 2023*

"Veto de Westminster"

Le gouvernement britannique a décidé lundi 16 janvier 2023 de bloquer la loi écossaise facilitant la reconnaissance du changement de genre, votée le 22 décembre 2022 par le gouvernement indépendantiste d'Edimbourg. Un texte qui avait donné lieu à de longs et houleux débats lors de son examen au parlement écossais. Son vote avait été applaudi par la communauté LGBTQ+ et par les organisations de défense des droits humains.

[…]

TV5 Monde

14/01/2023

Le Premier ministre a déjà déclaré qu'il était « tout à fait raisonnable » pour le gouvernement britannique d'envisager de bloquer les réformes, malgré la perspective d'une brouille toute-puissante avec la Première ministre écossaise Nicola Sturgeon.

Rishi Sunak se prépare à bloquer les lois en Écosse qui facilitent le changement de sexe.

Cette décision constituerait une intervention sans précédent

en 25 ans de décentralisation et est susceptible de déclencher une nouvelle querelle constitutionnelle avec Holyrood.

Le projet de loi sur la réforme de la reconnaissance du genre (Écosse) a été adopté par une majorité de députés le mois dernier, la Première ministre Nicola Sturgeon saluant ce projet de « jour historique pour l'égalité ».

La nouvelle législation abaissera à 16 ans l'âge auquel les personnes peuvent demander pour changer de sexe, supprimera la nécessité d'un diagnostic médical de dysphorie de genre pour obtenir un certificat de reconnaissance de genre (GRC) et réduira le temps dont un demandeur a besoin pour vivre dans son sexe acquis.

[…]

Sky News

22/12/2022

Le projet de loi, qui a été adopté par 86 voix contre 39, réformera la loi sur la reconnaissance du genre pour les personnes trans écossaises, leur permettant d'obtenir une reconnaissance juridique sans avoir besoin d'un diagnostic médical.

Le gouvernement écossais a salué un « jour historique pour l'égalité » après que les députés ont approuvé des plans visant à rendre plus facile et moins intrusif pour les individus de changer légalement de sexe, étendant pour la première fois le nouveau système d'auto-identification aux jeunes de 16 et 17 ans.

Six ans après avoir été proposé par la Première ministre, Nicola Sturgeon, après deux des plus grandes

consultations publiques de l'histoire du Parlement écossais et au milieu d'un discours politique de plus en plus toxique et polarisé, le projet de loi a été adopté par les députés jeudi lors d'une session spécialement prolongée.

Signe de l'escalade des tensions entourant les changements, le débat a été perturbé quelques minutes avant le vote final par des manifestants dans la tribune publique criant « honte à vous » et « c'est le jour le plus sombre ».

Le vote final a fait suite à deux jours de débat sans précédent, au cours desquels les membres ont travaillé de manière interpartite et après minuit sur plus de 150 amendements visant à répondre aux préoccupations concernant les hommes abusifs susceptibles de profiter du nouveau système et son impact sur la loi britannique sur l'égalité.

Le projet de loi sur la réforme de la reconnaissance du genre (Écosse) supprime la nécessité d'un diagnostic psychiatrique de dysphorie de genre pour obtenir un certificat de reconnaissance de genre (GRC) et étend le processus de demande aux jeunes de 16 et 17 ans pour la première fois.

Le nouveau système d'auto-identification de l'Écosse réduira également la durée pendant laquelle une personne doit avoir vécu de manière permanente dans son sexe acquis avant de pouvoir présenter une demande – de deux ans à trois mois, ou six mois pour les personnes âgées de 16 et 17 ans – avec une période de réflexion de trois mois au cours de laquelle une personne peut changer d'avis.

Malgré les préoccupations de certains députés d'arrière-ban du SNP, le projet de loi a été adopté confortablement avec le soutien des Verts écossais et des Libéraux-démocrates écossais. Un certain nombre de membres travaillistes – qui ont été poussés à voter en faveur – se sont également rebellés, tandis qu'une poignée de conservateurs, qui ont eu droit à un vote libre, l'ont soutenu.

Proposant la version finale du projet de loi au Parlement, la ministre de la Justice sociale, Shona Robison, a déclaré que, comme la législation sur le mariage égal et le partenariat civil avant elle, « c'est une étape importante pour créer une Écosse plus égalitaire ».

[…]

Toutefois, l'adoption du projet de loi ne lui permet pas d'accéder complètement au recueil des lois.

Le secrétaire écossais, Alister Jack, est désormais en mesure de contester légalement la loi s'il estime qu'elle a un impact sur le Royaume-Uni, tandis que les groupes privés peuvent également intenter une action en justice s'ils le souhaitent.

Dans une déclaration après le vote final, M. Jack a déclaré que le gouvernement britannique envisagerait de porter l'affaire devant la Cour suprême.

« Nous partageons les préoccupations de nombreuses personnes concernant certains aspects de ce projet de loi, et en particulier les questions de sécurité pour les femmes et les enfants », a-t-il déclaré.

« Nous examinerons cela de près, ainsi que les ramifications de la loi de 2010 sur l'égalité et d'autres lois à l'échelle du Royaume-Uni, dans les semaines à venir – jusqu'à et y compris une ordonnance de l'article 35 empêchant le projet de loi d'obtenir la sanction royale si nécessaire. »

The Guardian / Sky News / Pink News

Thank you to the women protesting the SNP's Gender Recognition Reform Bill.

It is a real risk to women's safety and threatens our rights.

A majority of Scotland is against this bill. I hope MSPs will listen and vote against it.#WomenWontWheesht pic.twitter.com/drsWmBw9NG

— Rachael Hamilton MSP Scottish Borders (@Rachael2Win) December 21, 2022

*There now falls a four week period during which the Scottish Government and (far more likely – which is not to say it *is* likely) the UK Government Law Officers may refer the Bill to the UKSC if there are doubts about legislative competence and separately the Secretary of State/ https://t.co/G5Fi77l9rd*

— Chris McCorkindale (@chrismccork) December 22, 2022

We are devastated today that our gov have away our rights. We will fight on.

One thing everyone can do is sign @SexMattersOrg petition to strengthen EA2010https://t.co/sCBdSuX5UQ

— For Women Scotland (@ForWomenScot) December 22, 2022

There it is. @ScotSecofState Alister Jack says he is willing to consider blocking the Gender Recognition Reform Bill under Section 35 of the Scotland Act. pic.twitter.com/t36IIxKmcS

— Stephen Daisley (@JournoStephen) December 22, 2022

21/12/2022

C’est un jour sombre pour les femmes et les enfants en Écosse

Le Parlement écossais est sur le point d’adopter un nouveau projet de loi qui sapera à la fois la protection des enfants vulnérables et le caractère sacré des espaces homosexuels. Aujourd’hui, le projet de loi sur la réforme de la reconnaissance du genre (Écosse), présenté pour la première fois par le gouvernement écossais le 2 mars 2022, doit faire l’objet d’un vote final avant d’être adopté. S’il est adopté, il permettrait aux individus en Écosse de « s’identifier » comme le sexe opposé. Et il est presque certain de passer le Holyrood dominé par le SNP.

Le gouvernement écossais a agressivement poussé l’idéologie du genre ces derniers temps. À Glasgow, la clinique d’identité de genre de Sandyford a continué de fonctionner sans examen politique ou clinique approprié, malgré les récentes admissions choquantes au sein de la clinique concernant la protection des enfants. Lors du traitement des personnes atteintes de dysphorie de genre, le NHS écossais continue de s’appuyer ouvertement sur les directives de la World Professional Association for Transgender Health, une organisation trans-activiste. L’année dernière, le gouvernement écossais a même publié des directives éducatives qui prétendent aider les écoles à garder secrète la transition de genre des élèves vis-à-vis de leurs parents.

En d’autres termes, ces réformes de reconnaissance du genre ne sont que la dernière avancée d’une idéologie déjà répandue en Écosse. En particulier, ce projet de loi fera encore plus de tort aux enfants, car il risque d’encourager les enfants vulnérables à une transition irréversible.

[…]

Spiked